

**EXTRAITS DU PROJET DE
PLAN DE GESTION POUR 2018–2020**

CHAPITRE III



Consultation informelle

6 septembre 2017

**Programme alimentaire mondial
Rome, Italie**

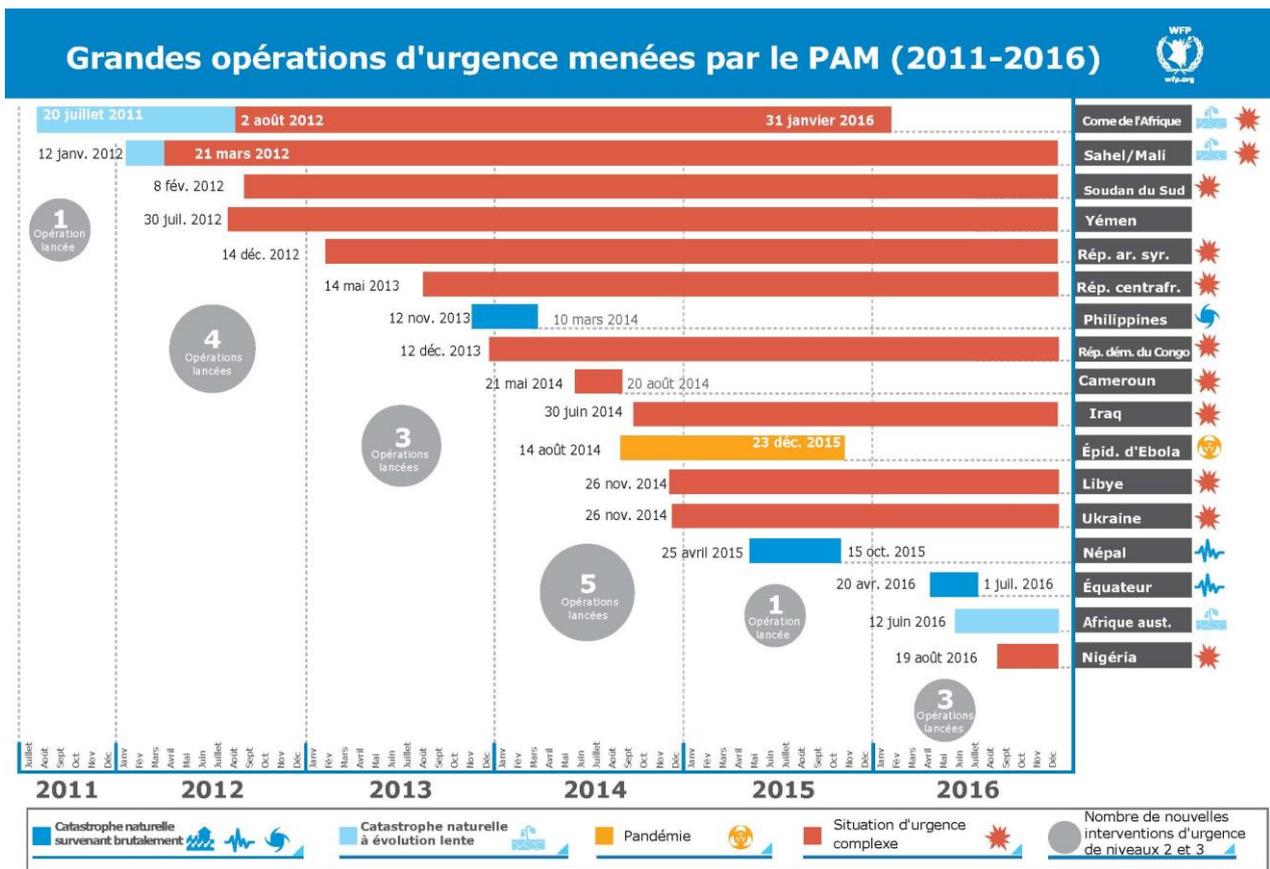
Chapitre III: Plan d'exécution pour 2018

Vue d'ensemble

1. En accord avec les ODD qui mettent la communauté internationale au défi de ne pas se contenter de sauver des vies mais aussi d'améliorer les conditions d'existence, le présent plan d'exécution traduit l'engagement pris par le PAM d'aider les pays à éliminer la faim et la malnutrition et indique la manière dont il entend s'investir pour y parvenir. Le nouveau modèle de planification stratégique et programmatique à l'échelle des pays mis en place avec les nouveaux plans stratégiques de pays marque un tournant important pour le PAM qui s'engage à harmoniser et à intégrer ses capacités et programmes d'assistance alimentaire à ceux des pouvoirs publics et de ses autres partenaires. Le PAM continue de privilégier les interventions d'urgence destinées à sauver des vies tout en contribuant à renforcer la résilience et, en même temps, entreprend de mettre en place un réseau ambitieux de partenariats mettant à profit son action et son influence auprès des autres pour éliminer la faim.
2. Le Plan de gestion pour 2018-2020 a subi quelques ajustements pour tenir compte de la nouvelle approche préconisée dans le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et mise en place dans le cadre de la feuille de route intégrée. En conséquence, la planification par pays est en cours d'adaptation pour mieux contribuer à la réalisation des ODD.
3. Depuis son adoption en 2013, la planification fondée sur les ressources, selon laquelle les besoins opérationnels établis à partir d'évaluations des besoins sont hiérarchisés en fonction des prévisions de contributions et inclus dans le Plan d'exécution, sert de guide pour l'élaboration du Plan de gestion. Elle est également devenue un mécanisme vital d'amélioration de la performance et de la transparence.
4. Le plan d'ensemble pour 2018 est en phase avec les prévisions de ressources pour cette même année, qui se montent à 5,9 milliards de dollars, en hausse de 9 pour cent par rapport au plan de 2017. Le Plan d'exécution comprend toutes les activités prioritaires prévues jusqu'à la fin de 2018. Les besoins opérationnels – à savoir les fonds nécessaires pour pourvoir à l'ensemble des besoins recensés à partir des évaluations du PAM – se maintiennent au niveau des années précédentes, soit 9 milliards de dollars.

	2016	2017	2018
Besoins opérationnels	8 687	9 007	9 011
Plan d'exécution	4 744	5 385	5 878
Déficit (%)	46	40	35

5. Le PAM opère aujourd'hui dans un contexte mondial en pleine mutation où les crises touchant la sécurité alimentaire – toutes complexes, de longue durée et engendrées par des conflits – relèvent désormais de l'ordinaire. Sur les 11 grandes interventions d'urgence en cours, cinq sont de niveau 3 – Iraq, Nigéria, République arabe syrienne, Soudan du Sud et Yémen – et six de niveau 2 – Corne de l'Afrique, Libye, Mali, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Ukraine. À l'exception du Nigéria, toutes ces crises sont classées de niveau 2 ou 3 depuis plus de deux ans, et hormis la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, elles ont toutes été provoquées par des conflits.
6. D'ici à la fin de 2017, les interventions d'urgence de niveau 2 et 3 menées par le PAM dans le Sahel/au Mali, au Soudan du Sud, au Yémen et en République arabe syrienne auront toutes duré plus de cinq ans.



7. L'ampleur des besoins traduit la nature complexe et durable de maintes crises de niveau 3, comme celles en Iraq et en République arabe syrienne, de même que l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans les quatre pays menacés par la famine en 2017 – Nigéria, Soudan du Sud, Yémen et Somalie. Vu le nombre élevé de bénéficiaires et l'insuffisance des ressources au regard des besoins – le déficit est de 46 pour cent au Soudan du Sud et de 50 pour cent au Yémen – ces crises méritent qu'on leur accorde la plus grande attention.
8. Quelque 68 bureaux de pays – représentant 66 pour cent du programme de travail du PAM – ont décidé d'adopter le cadre fixé par la feuille de route intégrée à compter du 1^{er} janvier 2018, et, pour ce faire, de mettre au point un PSP, un PSPP ou un PSPP-T. Il est prévu que 15 bureaux de pays – représentant 34 pour cent du programme de travail – continueront d'appliquer le cadre actuel pendant un certain temps en 2018 et adopteront le cadre fixé par la feuille de route intégrée d'ici à janvier 2019.
9. À ce jour, le Conseil a approuvé 13 PSP et un PSPP – sept PSP en février 2017 et six PSP et un PSPP en juin 2017; en outre, sept PSP et quatre PSPP lui seront soumis pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2017. Trente-neuf bureaux de pays ont élaboré des PSPP-T sur la base de descriptifs de projet déjà approuvés ou en passe de l'être.

TABLEAU III.2: ÉTAT D'AVANCEMENT DES PSP				
	Approuvés par le Conseil	Présentés à la deuxième session ordinaire de 2017	Approuvés par le Directeur exécutif	À l'examen
PSP*	13	7		
PSPP**	1	4		
PSPP-T***			25 (au 18 août 2017)	14 (au 18 août 2017)

* Les PSP constituent le cadre programmatique unique du PAM au niveau des pays. Ils remplacent les catégories d'activités et les descriptifs de projet. Les PSP, qui sont conçus pour une durée maximale de cinq ans et doivent être approuvés par le Conseil, sont élaborés à partir d'examen stratégiques nationaux Faim zéro réalisés sous la houlette des pays.

** Dans le cas où un examen stratégique ne peut être réalisé, le PAM mettra en œuvre un PSPP, qui se fonde sur les stratégies, évaluations et analyses existantes. Un PSPP est conçu pour une durée maximale de trois ans et doit être approuvé par le Conseil. Le bureau de pays devra présenter un PSP dès que les conditions pour la réalisation d'un examen stratégique seront réunies.

*** Les PSPP-T servent à faire la transition entre les descriptifs de projet et les PSP et PSPP approuvés par le Conseil. Ils sont mis en œuvre pour une période maximale de 18 mois et sont approuvés par le Directeur exécutif. Ils sont établis à partir de descriptifs de projets existants approuvés ou révisés en 2017.

10. À la mi-août 2017, le Directeur exécutif avait approuvé 25 PSPP-T; il devrait approuver les 14 autres prochainement. Les PSPP-T étant conçus à partir de descriptifs de projet approuvés précédemment, ils ne reflètent pas le caractère novateur du processus de planification des PSP et s'assimilent davantage au portefeuille traditionnel d'activités du PAM dans un pays. Durant la période de transition 2018/19, les bureaux de pays mettant en œuvre un PSPP-T présenteront un PSP ou un PSPP au Conseil pour approbation, consolidant ainsi les acquis du Plan stratégique du PAM.

Des besoins opérationnels au plan d'exécution

11. Dans les sections ci-après, on analyse les besoins opérationnels et le plan d'exécution, par résultat stratégique, par Objectif stratégique, par catégorie d'activités et par domaine d'action privilégié.
12. Dans le plan d'exécution pour 2018, le PAM prévoit de dépenser 5,9 milliards de dollars, en combinant activités et appui aux politiques des gouvernements, pour contribuer à la réalisation des cibles des ODD 2 et 17.
13. L'aide d'urgence dans le domaine d'action privilégié "intervention face à une crise" représente 74 pour cent du plan d'exécution pour 2018. Les 26 pour cent restants sont consacrés à des activités liées au renforcement de la résilience (16 pour cent) et aux causes profondes (10 pour cent). Le déficit de financement global attendu entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution est de 35 pour cent. Toutefois, ce déficit n'est pas constant dans tous les domaines d'action privilégiés: le plus important est attendu pour les activités concernant le renforcement de la résilience.
14. Compte tenu du déficit de financement attendu, il est impératif de hiérarchiser les priorités. Le PAM a plusieurs possibilités: la priorité est donnée aux activités visant à sauver des vies au détriment des activités de prévention, et l'analyse par catégorie d'activités montre que le renforcement des capacités individuelles, la création d'actifs, l'appui aux moyens d'existence et la prévention de la malnutrition sont les activités qui font l'objet des réductions les plus fortes lorsqu'il faut hiérarchiser les priorités.
15. L'ampleur des besoins que le PAM vise à satisfaire est déterminée au moyen d'évaluations factuelles, et il devient nécessaire de définir plus avant les priorités s'il est impossible de répondre aux besoins. Aujourd'hui, les choix possibles sont de donner la priorité aux zones géographiques les plus gravement touchées ou aux ménages les plus vulnérables, ou encore de réduire la taille des rations.

16. Les possibilités susmentionnées en matière de hiérarchisation des priorités influenceront sur la mesure dans laquelle le PAM pourra atteindre ses objectifs au niveau des individus et au niveau des pays. Le suivi effectué par le PAM montre que la définition de priorités a comme effets mesurables, au niveau des ménages, une réduction de la consommation alimentaire et l'adoption de stratégies de survie préjudiciables, parfois irréversibles; l'accentuation de la malnutrition et l'accroissement de la pression sur les systèmes locaux de soins de santé et de protection sociale sont d'autres effets probables. Au niveau national, la hiérarchisation des priorités a comme effets que l'on contribue moins à la réalisation des ODD 2 et 17 et que l'accent continue d'être mis sur l'aide d'urgence, ce qui n'apporte pas une réponse suffisante aux causes profondes.

Domaine d'action privilégié	Besoins opérationnels (en millions de dollars)	Plan d'exécution (en millions de dollars)	Déficit (%)
Intervention face à une crise	6 618	4 356	34
Renforcement de la résilience	1 656	934	44
Causes profondes	736	589	20
Total	9 011	5 878	35

17. Au cours de la période 2017–2021 couverte par le Plan stratégique, et au fil du parachèvement des PSP, les proportions présentées dans le tableau III.3 devraient changer à mesure que les investissements consacrés aux domaines d'action privilégiés relatifs au renforcement de la résilience et aux causes profondes porteront leurs fruits, réduisant la dépendance par rapport à l'aide d'urgence. Le Plan de gestion est constitué en grande partie d'activités qui s'étendent sur la période 2018–2020 et portent essentiellement sur les secours et l'intervention d'urgence. Les investissements à plus long terme portant sur la résilience et les causes profondes de la faim constituent une plus petite partie du Plan, ce qui s'explique par les prévisions de financement limitées. Améliorer le bien-être des familles prendra du temps, et l'horizon de planification à cinq ans du Plan stratégique, aligné sur le Programme 2030 et la "nouvelle façon de travailler", facilitera, si les fonds le permettent, des progrès graduels. Dans ses plans, le PAM visera, au final, au rééquilibrage des domaines d'action privilégiés et des catégories d'activités. Alors que les pays adoptent une planification pluriannuelle sur le long terme, il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la prévention plutôt que sur le traitement de la malnutrition, de réduire les transferts non assortis de conditions et de renforcer la création d'actifs. Cette transition aiderait à renforcer la résilience au niveau des communautés, tout en s'attaquant aux causes profondes de l'incapacité des individus à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.
18. On prévoit un déficit de 35 pour cent entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution dans le domaine d'action privilégié "intervention face à une crise", qui correspond aux activités d'urgence de base du PAM. Pour atténuer autant que possible les effets de ce déficit, les bureaux de pays du PAM ont dû faire des choix difficiles, par exemple réduire de 66 pour cent le nombre d'enfants de moins de 5 ans, de femmes enceintes et de mères allaitantes bénéficiant d'une aide en vue de prévenir la malnutrition. Cela a un effet sur les taux de malnutrition et de mortalité à court terme, et accroît aussi le risque que surviennent au fil de la vie des problèmes sur le plan de la santé et de la nutrition, ce qui ralentira la croissance économique nationale à long terme.
19. Le déficit le plus important entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution – 44 pour cent – est constaté dans le domaine d'action privilégié "renforcement de la résilience". Cela se traduit, par exemple, par une réduction de 79 pour cent des activités relatives à l'adaptation au changement climatique et à la gestion des risques telles que les mesures visant à assurer un accès sans risque au combustible de cuisson pour les femmes et les filles déplacées. Les activités de

création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence ont été réduites de 31 pour cent en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Iraq, au Liban, à Madagascar, au Népal et en Somalie.

20. La différence la plus faible entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution est constatée dans le domaine d'activités relatif aux causes profondes, qui représente une part bien plus réduite des projets prévus par le PAM pour 2018. Cela étant, les petits investissements réalisés dans ce domaine ont un effet multiplicateur important sur les familles et les communautés. Ainsi, l'aide apportée aux gouvernements en vue de l'élaboration des politiques sur l'alimentation et la nutrition touche de nombreuses personnes et contribue à l'élimination de la faim, qui figure parmi les ODD.

Coûts et portée de l'assistance alimentaire

TABLEAU III.4: BESOINS OPÉRATIONNELS PRÉVUS PAR RAPPORT AU PLAN D'EXÉCUTION			
	Besoins opérationnels prévus	Plan d'exécution	Différence (%)
Financement <i>(en millions de dollars)</i>	9 011	5 878	-35
Bénéficiaires directs <i>(en millions de dollars)</i>	87	69	-23
Rations quotidiennes <i>(en milliards de dollars)</i>	21	15	-28

21. Le PAM prévoit d'aider 69 millions de personnes en 2018 et de varier autant que possible les modalités de transfert tout en tirant le meilleur profit des ressources financières afin d'atteindre les objectifs des programmes. Cet objectif conservateur est conforme aux programmes de travail hiérarchisés précédents et se fonde sur l'hypothèse que le PAM et la communauté humanitaire agiront avec autant de générosité que par le passé. Étant venu en aide à 82 millions de bénéficiaires en 2016 – alors que l'objectif était de 64 millions –, le PAM est prêt à se dépasser pour secourir tous ceux qui sont laissés de côté.
22. Compte tenu du changement climatique, des situations d'urgence prolongées et des situations politiques non résolues, le PAM estime qu'il est urgent de renforcer les mesures de préparation. Au niveau des communautés, le travail qu'effectue le PAM avec les autorités nationales, premières intervenantes, et les activités qu'il mène dans le domaine de la résilience à l'appui des mesures de préparation des communautés revêtent une importance cruciale. Malheureusement, les déficits de financement restreignent la capacité qu'a le PAM d'aider pleinement les pays dans ce domaine. Au niveau institutionnel, le PAM a redynamisé en 2017 ses mécanismes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise; le Conseil examinera la nouvelle politique à sa deuxième session ordinaire de 2017.
23. Afin de mieux quantifier les effets des activités du PAM au-delà des 69 millions de bénéficiaires qui reçoivent une aide directe, les pays fourniront des informations sur les bénéficiaires qui reçoivent directement cette aide du PAM, par exemple les jeunes filles qui reçoivent des repas scolaires (niveau 1), sur les personnes qui bénéficient indirectement de l'aide, par exemple les habitants des villes où le PAM a réparé des routes (niveau 2), et sur les personnes qui pourraient bénéficier de l'aide ou de l'appui aux politiques fourni par le PAM, par exemple les enfants qui reçoivent des repas scolaires en vertu d'une politique du gouvernement que le PAM a aidé à élaborer (niveau 3).
24. La majorité des bénéficiaires de niveau 1 reçoivent une aide dans un contexte dynamique de crise prolongée, mais les bénéficiaires de niveau 2 et de niveau 3 dans de nombreux pays témoignent de la véritable nature du changement qui s'opère au sein du PAM alors que celui-ci adopte les PSP. Dans nombre de pays dans lesquels vivent encore de nombreuses personnes en situation

d'insécurité alimentaire, le PAM joue de plus en plus un rôle de catalyseur, travaillant essentiellement par l'intermédiaire des filets de sécurité du Gouvernement.

Analyse par Objectif stratégique et par résultat stratégique

25. Sur l'ensemble des ressources prévues pour le plan d'exécution pour 2018, 83 pour cent sont alloués à l'ODD 2 conformément aux résultats stratégiques 1 à 4 du PAM, et 17 pour cent à l'ODD 17 conformément aux résultats stratégiques 5 à 8. En ce qui concerne l'ODD 2, 80 pour cent des ressources prévues pour le plan d'exécution ont trait au résultat stratégique 1 (Accès à la nourriture).

TABLEAU III.5: BESOINS OPÉRATIONNELS ET PLAN D'EXÉCUTION PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE ET OBJECTIF STRATÉGIQUE						
Objectif stratégique		Résultat stratégique		Besoins opérationnels (en millions de dollars)	Plan d'exécution (en millions de dollars)	Déficit (%)
1	Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation	1	Chacun a accès à la nourriture	6 349	3 925	38
2	Améliorer la nutrition	2	Personne ne souffre de malnutrition	941	606	36
3	Assurer la sécurité alimentaire	3	La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus	385	243	37
		4	Systèmes alimentaires durables	197	129	35
4	Appuyer la mise en œuvre des ODD	5	Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD	105	58	45
		6	Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes	2	1	62
5	Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD	7	Les pays en développement ont accès à toute une gamme de ressources financières qu'ils investissent dans le développement	0,3	0,2	40
		8	Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD	1 032	916	11
Total				9 011	5 878	35

26. Quatre-vingt-quinze pour cent du déficit de près de 3 milliards de dollars entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution auraient financé des activités contribuant à l'ODD 2. Les 5 pour cent restants – 164 millions de dollars – auraient financé des activités contribuant à l'ODD 17.

27. Soixante-dix-sept pour cent du déficit entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution ont trait au résultat stratégique 1, ce qui met en péril la capacité du PAM à contribuer à l'élimination de la faim compte tenu des besoins estimés dans tous les pays. Ainsi, le nombre de bénéficiaires dans le cadre d'interventions d'urgence très médiatisées, telles que celles menées en Afghanistan, en Iraq, en République centrafricaine, en République populaire démocratique de Corée, au Sénégal et au Yémen, a été réduit de 50 pour cent ou plus.
28. En ce qui concerne le résultat stratégique 2, il pourrait manquer 335 millions de dollars; en ce qui concerne les résultats stratégiques 3 à 8, qui représentent l'essentiel des investissements du PAM s'agissant de la résilience et de la faim sur le long terme, le déficit pourrait s'élever à 374 millions de dollars. Par conséquent, on a retiré du plan d'exécution différentes activités, telles que l'amélioration des chaînes de valeur en vue de fournir des aliments de qualité riches en nutriments et la promotion du regroupement des petits exploitants dans les chaînes de valeur alimentaires.
29. Il est important de noter que même si les résultats stratégiques 5, 6 et 7, qui représentent 59 millions de dollars, constituent seulement 1 pour cent du plan d'exécution pour 2018, c'est également à leur niveau que l'on constate le déficit le plus important – 45 pour cent – entre les besoins opérationnels et le plan d'exécution. Ce déficit pourrait mettre en péril l'assistance technique que fournit le PAM pour permettre aux autorités nationales de se préparer aux situations d'urgence en Ouganda et d'y faire face, au titre du résultat stratégique 5, et l'appui technique qu'il fournit pour améliorer l'efficacité des programmes de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe à l'appui des populations les plus vulnérables au Pérou, également au titre du résultat stratégique 5. L'appui technique apporté pour ce qui est des politiques et des textes de loi sur la protection sociale, la nutrition, l'enrichissement local des aliments et les petits exploitants, au titre du résultat stratégique 6, au Ghana et en Gambie, par exemple, a un effet multiplicateur important s'agissant de l'impact sur les bénéficiaires, ce qui contribue aux activités visant à éliminer la faim.

Analyse du plan d'exécution

Aperçu des activités

Catégories d'activités	Besoins opérationnels (en millions de dollars)	Plan d'exécution (en millions de dollars)	Réduction (en %)
Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	5 767	3 850	33
Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	982	520	47
Repas scolaires	620	451	27
Prévention de la malnutrition	546	310	43
Traitement nutritionnel	413	306	26
Prestation de services et plateformes	365	252	31
Renforcement des capacités	205	110	46
Autre	110	79	28
Total	9 011	5 878	35

30. Pour que le PAM fournisse des solutions au problème de la faim adaptées au modèle des PSP, les activités menées au niveau des pays sont présentées de façon à mettre en évidence leurs effets par résultat stratégique. Par exemple, la création d'actifs contribue à l'accès à la nourriture au titre des résultats stratégiques 1, 2, 3 et 4. De même, le renforcement des capacités contribue aux

résultats stratégiques 1 à 5, 7 et 8. Cela traduit le caractère multidimensionnel des activités du PAM et l'étendue de son influence sur les effets directs liés aux ODD.

31. Le fait que la plupart des ressources soient allouées à des transferts de ressources non assortis de conditions visant à soutenir l'accès à la nourriture occulte la variété des programmes du PAM. En effet, celui-ci utilise différentes modalités: 99 pour cent de transferts de type monétaire en Jordanie et en Turquie, des modalités mixtes en Afghanistan et en République démocratique du Congo avec 31 pour cent de transferts de type monétaire, ou encore une assistance alimentaire essentiellement en nature au Soudan du Sud et en République arabe syrienne, où les transferts de type monétaire ne représentent que 9 pour cent de l'aide, par exemple. Cela traduit aussi un recours accru aux transferts monétaires sans restriction, qui aident à protéger les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire tout en offrant aux bénéficiaires plus de choix et de souplesse et en préservant leur dignité. Les transferts de type monétaire contribuent beaucoup à soutenir les économies locales: au cours de l'intervention "Syrie + 5", par exemple, le PAM a injecté près de 2 milliards de dollars dans les économies locales en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie.
32. Les activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence fondées sur l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) qui passent par l'approche à trois niveaux et l'assistance alimentaire pour la formation apportent des secours immédiats et contribuent à l'obtention de résultats à long terme en prévoyant des programmes d'éducation et de formation à la nutrition et à la santé et en permettant aux petits exploitants d'accéder aux marchés. Au Népal, au Pakistan et aux Philippines, par exemple, 39 pour cent du budget du PAM est alloué à la création d'actifs conformément aux Objectifs stratégiques 2 et 3 afin de s'attaquer aux causes de la malnutrition, ce qui améliore indirectement la qualité de vie de personnes qui ne bénéficient pas directement des activités du PAM. Faisant partie intégrante des activités du PAM depuis la création de celui-ci, en 1961, les programmes de repas scolaires sont des filets de sécurité à plusieurs facettes qui permettent d'encourager la fréquentation scolaire et d'améliorer la nutrition, la santé et les capacités d'apprentissage des élèves. Dans ce contexte, le PAM endosse différents rôles, allant de la distribution de repas, de rations à emporter ou d'en-cas dans les situations d'urgence à l'amélioration des programmes et des politiques des gouvernements. En 2016, le PAM a distribué des repas à 16,4 millions d'enfants (bénéficiaires de niveau 1) et a amélioré les programmes de repas scolaires au profit de 45 millions d'enfants supplémentaires (bénéficiaires de niveau 3). Les activités qu'il mène en ce qui concerne les repas scolaires relèvent donc des résultats stratégiques 1 et 5, entre autres. Le renforcement des capacités et le transfert ultérieur de la responsabilité des activités aux gouvernements sont prévus lors de la conception de la plupart des programmes de repas scolaires: ces 40 dernières années, le PAM a transféré la responsabilité de programmes de ce type aux autorités nationales dans près de 40 pays, par exemple au Brésil, en Inde et en Turquie. Dans 46 pays, parmi lesquels Haïti, le Kenya et le Népal, le PAM aide le gouvernement à se procurer les repas scolaires au niveau local au moyen de programmes de repas scolaires utilisant la production locale. Il reste toutefois essentiel que le PAM continue de mettre en œuvre directement les activités dans les pays fragiles ou touchés par une situation de crise: en République arabe syrienne, en République centrafricaine et au Yémen, 700 000 enfants ont bénéficié des repas scolaires du PAM en 2015, mais le contexte difficile et le manque de fonds ont eu comme conséquence qu'aucun enfant n'a reçu de repas scolaire du PAM en 2016. C'est dans ces pays fragiles que le PAM connaît les plus gros déficits de financement.
33. Pour contribuer à l'élimination de toutes les formes de malnutrition, le PAM veille à ce que des régimes alimentaires répondant aux besoins nutritionnels des groupes vulnérables ciblés soient disponibles, accessibles et consommés. Au titre de l'Objectif stratégique 2, la priorité est de travailler sur la nutrition dans les situations d'urgence et d'apporter un traitement visant à sauver des vies, surtout dans le contexte des interventions menées pour faire face à une crise et des quatre famines possibles. Traiter la malnutrition suppose de subvenir aux besoins immédiats des plus vulnérables et de resserrer les liens avec les établissements de soins de santé et les services de proximité. Le PAM renforce l'accent qu'il met sur la prévention dans tous les contextes. La prévention réduit la souffrance, facilite l'accès à des régimes alimentaires nutritifs et aide à jeter les bases du développement durable. Elle englobe aussi des activités visant à faire en sorte que la consommation alimentaire ne conduise pas à l'ingestion excessive de nutriments, en particulier

dans les contextes d'urbanisation et d'évolution de l'alimentation. L'ampleur des programmes nutritionnels menés dans le cadre des opérations du PAM varie selon la situation; elle est particulièrement importante lorsque le taux de retard de croissance est élevé, par exemple au Niger, où ce taux dépasse 40 pour cent et où un tiers des bénéficiaires du PAM sont pris en charge dans le cadre de programmes nutritionnels.

34. Les activités de renforcement des capacités, même si elles correspondent à un montant modeste en dollars, ont des effets importants pour ce qui est de toucher des bénéficiaires de niveaux 2 et 3 grâce à de meilleurs programmes des pouvoirs publics. L'initiative Achats au service du progrès et les activités d'appui aux marchés au profit des petits exploitants illustrent cette approche; le PAM s'est engagé à faire 10 pour cent de ses achats de denrées auprès de petits exploitants, encourageant ainsi les pouvoirs publics et le secteur privé à acheter des aliments selon des modalités qui profitent aux petits exploitants en vue de permettre aux pays de nourrir eux-mêmes leur population. Bien que ces activités ne représentent qu'une petite partie du plan d'exécution, il est important de noter que de nombreuses autres activités apportent des avantages indirects en ce qui concerne le renforcement des capacités. Dans les pays où l'on procède à de nombreux transferts de type monétaire, l'appui apporté aux systèmes financiers et aux systèmes de vente au détail locaux est considérable.
35. Le tableau III.6 présente l'affectation des ressources dans le plan d'exécution du PAM pour 2018, par catégorie d'activités, par domaine d'action privilégié et par résultat stratégique.

TABLEAU III.6: PLAN D'EXÉCUTION POUR CHAQUE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS ET DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ, PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE (en millions de dollars)										
Catégories d'activités	Domaine d'action privilégié	Résultat stratégique								Total
		1	2	3	4	5	6	7	8	
Total	Intervention face à une crise	3 262	214	-	-	-	-	-	880	4 356
	Renforcement de la résilience	385	152	216	125	34	0	-	21	934
	Causes profondes	278	240	26	4	25	1	0	14	589
Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Intervention face à une crise	3 088							661	3 749
	Renforcement de la résilience	62	10							72
	Causes profondes	47								47
Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Intervention face à une crise	12								12
	Renforcement de la résilience	203		192	109					504
	Causes profondes		0,2	6						6
Repas scolaires	Intervention face à une crise	90								90
	Renforcement de la résilience	107	1			1				109
	Causes profondes	217	35,6			1				254

TABLEAU III.6: PLAN D'EXÉCUTION POUR CHAQUE CATÉGORIE D'ACTIVITÉS ET DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ, PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE (en millions de dollars)

Catégories d'activités	Domaine d'action privilégié	Résultat stratégique								Total
		1	2	3	4	5	6	7	8	
Prévention de la malnutrition	Intervention face à une crise	70	43							113
	Renforcement de la résilience		91							91
	Causes profondes		107,4							107
Traitement nutritionnel	Intervention face à une crise	1	172							172
	Renforcement de la résilience	1	51							52
	Causes profondes	4	79,7							84
Prestation de services et plateformes	Intervention face à une crise	15							214	229
	Renforcement de la résilience					2			15	17
	Causes profondes					1			7	7
Renforcement des capacités*	Intervention face à une crise	0,7	-	-	-	-	-	-	5,5	6
	Renforcement de la résilience	7	1	10	1	20	0	-	3	41
	Causes profondes	10	17	5	2	21	1	-	7	63
Autre**	Intervention face à une crise	1	-	-	-	-	-	-	4	6
	Renforcement de la résilience	6	-	16	15	10	-	-	4	51
	Causes profondes	1	1	15	2	2	-	0,2	1	23
Total		3 925	606	243	129	58	1	0,2	916	5 878

* Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles.

** Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, adaptation au changement climatique et gestion des risques, préparation aux situations d'urgence, analyses et évaluations et autres activités.

36. Sur l'ensemble des ressources prévues pour le plan d'exécution pour 2018, 83 pour cent sont affectés à l'ODD 2 et aux résultats stratégiques 1 à 4, et 17 pour cent à l'ODD 17. Pour l'ODD 17, le montant du plan de travail du PAM s'établit à 980 millions de dollars. Toutes les activités menées au titre des résultats stratégiques 5 (1 pour cent), 6 (0,3 pour cent) et 7 (moins de 0,01 pour cent) relèvent soit du domaine d'action privilégié axé sur la résilience (56 pour cent) soit de celui ayant trait aux causes profondes (44 pour cent). Le résultat stratégique 8, qui concerne le renforcement des partenariats mondiaux, constitue 16 pour cent du programme de travail du PAM en 2018 et prévoit la fourniture de services et de plateformes communs (25 pour cent), tels que les transferts de ressources non assortis de conditions assurés par l'intermédiaire des systèmes du gouvernement (71 pour cent), comme dans le cas de la Turquie.

Analyse par résultat stratégique

Résultat stratégique 1 – Accès à la nourriture

37. Compte tenu des priorités du plan d'exécution, 67 pour cent des ressources sont affectées au résultat stratégique 1. Les activités relevant de cette catégorie sont notamment les transferts de ressources non assortis de conditions, qui représentent 81 pour cent, les repas scolaires (11 pour cent), et la création d'actifs et les moyens d'existence (5 pour cent). Les ressources affectées à ce résultat stratégique représentent 75 pour cent du montant total dévolu aux activités menées par le PAM pour intervenir face à des crises. Par exemple, au Soudan, 1,7 million de personnes bénéficient d'interventions d'assistance alimentaire intégrées assorties ou non de conditions; en République arabe syrienne, des colis contenant 15 produits alimentaires différents sont distribués chaque mois à 4 millions de personnes dans 13 des 14 districts du pays. Au Cameroun, 85 000 écoliers du primaire bénéficient des programmes de repas scolaires utilisant ou non la production locale dans les régions ciblées.

Résultat stratégique 2 – Fin de la malnutrition

38. Les ressources affectées au résultat stratégique 2 représentent 10 pour cent du plan d'exécution arrêté par le PAM pour 2018. Au titre de ce résultat stratégique, les principales activités sont le traitement nutritionnel, à hauteur de 50 pour cent, et la prévention de la malnutrition, qui représente 40 pour cent. Les crédits restants sont affectés aux repas scolaires et aux transferts non assortis de conditions. Le PAM cherchera à améliorer les effets que ces activités permettent d'obtenir sur le plan nutritionnel en renforçant les approches à dimension nutritionnelle. En République arabe syrienne, grâce aux bons d'alimentation, les mères peuvent acheter des produits frais (fruits, légumes et viande), ce qui contribue à leur permettre d'allaiter au sein, en particulier pendant les 1 000 premiers jours de la vie de leurs enfants. Au Malawi, les communautés touchées par l'insécurité alimentaire vivant dans des zones exposées aux chocs construisent et réparent des latrines et des puits afin d'assurer l'accès à une eau propre pour la préparation des aliments, ce qui réduit les risques de maladie et de malnutrition. En Équateur, les écoliers acquièrent des habitudes alimentaires saines et diversifient leur alimentation en consommant des aliments élaborés à partir de viande, de fruits et de légumes produits par des agriculteurs du voisinage, pour lesquels la possibilité de vendre des aliments nutritifs aux écoles constitue un encouragement.
39. Pour atteindre ses objectifs en matière de nutrition, le PAM a entrepris de renforcer ses capacités en interne et d'améliorer les capacités des pouvoirs publics à détecter les facteurs de malnutrition et à s'y attaquer, au niveau opérationnel et sur le plan des politiques. À cet effet, des outils d'analyse seront utilisés dans le cadre du processus de PSP, par exemple, afin d'aider les gouvernements à élaborer des stratégies et des politiques permettant de satisfaire, sans les dépasser, les besoins nutritionnels des groupes vulnérables. L'intégration de la nutrition dans les processus nationaux permet d'obtenir des effets directs qui se renforcent mutuellement au titre de tous les résultats stratégiques, qu'il s'agisse d'assurer l'accès à l'alimentation, d'améliorer la production et les revenus des petits exploitants, de rendre les systèmes alimentaires plus durables ou de renforcer les capacités des pays à réaliser les ODD.

Résultats stratégiques 3 – Productivité et revenus des petits exploitants et 4 – Systèmes alimentaires durables

40. Les résultats stratégiques 3 et 4 représentent 6 pour cent du plan d'exécution arrêté par le PAM pour 2018. Les catégories d'activités concernées sont les suivantes: création d'actifs et appui aux moyens d'existence (82 pour cent), appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, adaptation au changement climatique, gestion des risques, préparation aux situations d'urgence et analyse et évaluation (13 pour cent), et renforcement des capacités (5 pour cent). Au Libéria, par exemple, les interventions du PAM viennent en aide aux petits exploitants agricoles en se concentrant sur la filière agricole sous l'angle des infrastructures de production et sur les méthodes agricoles modernes et les liens avec les marchés, dans le cadre d'un partenariat avec la FAO et le Ministère de l'agriculture. Ces interventions s'attaquent aux causes profondes des difficultés en aidant les agriculteurs à subvenir aux besoins de leur famille et de leur communauté. En République centrafricaine, les petits exploitants reçoivent des transferts afin de favoriser la

création d'actifs, et ils bénéficient d'une assistance technique visant à développer leur accès aux marchés, y compris grâce aux achats du programme de repas scolaires appuyé par le PAM. Au Mozambique, le PAM soutient les capacités des petits exploitants agricoles à se regrouper, commercialiser leur production et prendre des décisions, en prêtant une attention particulière aux femmes.

Résultats stratégiques 5 – Renforcement des capacités, 6 – Cohérence des politiques, et 7 - Diversification de la mobilisation des ressources

41. Bien que les activités menées au titre des résultats stratégiques 5, 6 et 7 représentent seulement 1 pour cent du plan d'exécution, elles comprennent des programmes comme la fourniture de repas à consommer sur place pour les orphelins et les enfants vulnérables dans les centres de soins de proximité au Swaziland, la formation des aidants communautaires à la gestion des produits alimentaires et à une nutrition saine et la sensibilisation aux questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection. Ces activités produisent des avantages à court terme et à long terme.
42. En Chine, dans l'esprit des résultats stratégiques 5 et 7, le PAM collabore avec le Ministère de l'agriculture pour élaborer des politiques et forger des partenariats dans le domaine de l'alimentation, et il assure une formation technique afin de favoriser l'esprit d'initiative au sein d'une nouvelle génération de petits exploitants. Le PAM appuiera également la mise en place de partenariats avec le secteur privé et la société civile pour combler les lacunes des dispositifs chinois en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le nombre de bénéficiaires directs ne peut encore être estimé, mais les bénéficiaires indirects sont notamment les enfants sous-alimentés vivant dans les "districts de la pauvreté", les personnes bénéficiant des retombées des conseils techniques dispensés aux pouvoirs publics et aux agriculteurs, et les personnes qui bénéficient de conseils et d'une assistance afin de faire face aux chocs, dont le nombre est estimé à respectivement 34 millions, 16 millions et 10 millions. Le Gouvernement s'est engagé à consentir des investissements importants dans le PSP, et il apportera également un concours au Centre d'excellence du PAM pour renforcer la coopération Sud-Sud.

Résultat stratégique 8 – Renforcement des partenariats mondiaux

43. Le PAM fournit à la communauté humanitaire des services communs dans le cadre du module des télécommunications d'urgence et de ses unités de la logistique, des services bilatéraux et du transport aérien. Le coût des services qui seront assurés en 2018 au titre de la contribution du PAM à l'ODD 17 s'élève à 300 millions de dollars. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies transportent 80 000 passagers par an, acheminement des vivres et des médicaments jusqu'à des destinations reculées et évacuent le personnel des zones de conflit. Au Soudan du Sud, l'équipe de transport aérien du PAM gère trois opérations aériennes qui assurent le transport de passagers et de fret pour la communauté humanitaire; pour le seul mois de mai 2017, les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies ont transporté 8 270 passagers appartenant à 192 organisations. Le module de la logistique participe à la coordination du transport de fret humanitaire dans des situations complexes: en République arabe syrienne, en juin 2017, il a transporté 5 158 mètres cubes de fret humanitaire et participé à des convois humanitaires communs. Les interventions récemment menées par le PAM pour faire face au choléra au Yémen et à la résurgence de la maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo démontrent l'utilité de la coordination logistique, qui permet de mettre en place rapidement des interventions de grande ampleur pour répondre aux menaces qui pèsent sur la santé publique.
44. L'action du PAM en Turquie correspond pour l'essentiel au résultat stratégique 8. Grâce à son dispositif de filets de protection sociale d'urgence, le Ministère turc de la famille et des affaires sociales, la Direction de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence et le Croissant-Rouge turc font en sorte que le million de réfugiés présents en Turquie aient accès à une assistance en espèces dans le cadre d'un dispositif national de filets de sécurité. À l'avenir, les conseils et l'assistance technique dispensés par le PAM aux pouvoirs publics et aux ONG partenaires aideront les intervenants qui répondent aux besoins des réfugiés, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Analyse des rations

45. L'utilisation des transferts de type monétaire et des transferts en nature a considérablement augmenté au cours des cinq dernières années. Entre 2012/13 et 2016/17, l'assistance alimentaire en nature a progressé de 30 pour cent, passant de 3 millions de tonnes à 3,8 millions de tonnes, et il est probable qu'elle va se maintenir à un niveau analogue en 2018. Dans le même laps de temps, l'utilisation des transferts de type monétaire a doublé, passant de 500 millions de dollars à 1 milliard de dollars, et l'augmentation devrait se poursuivre en 2018. Cet essor s'explique par l'accroissement sensible des besoins constaté ces dernières années, et compte tenu des situations d'urgence prolongées et complexes actuellement en cours, il est possible qu'il se poursuive en 2018. Environ 60 pour cent des montants que le PAM consacre à ces transferts sont dépensés localement, soit sous la forme d'achats locaux ou régionaux, soit sous la forme de transferts de type monétaire.
46. Le coût unitaire d'une ration est un indicateur important pour le PAM. Les principaux facteurs qui expliquent les écarts constatés en la matière sont le contexte opérationnel et le type d'assistance. Parce que le PAM concentre son action sur les groupes les plus vulnérables, les activités qu'il met en œuvre pour faire face à des crises sont plus importantes dans les zones touchées par des chocs comme un conflit ou de mauvaises récoltes, entre autres. Cela entraîne un coût de l'assistance plus élevé, le plus souvent en raison d'un accès limité durant la saison des pluies, de périodes d'insécurité ou de phénomènes d'augmentation saisonnière des prix.
47. Le PAM fournit des rations destinées à faire face aux crises dans le cadre d'un grand nombre de transferts de ressources non assortis de conditions; ces rations comprennent généralement cinq ou six produits alimentaires, tandis que les distributions ciblées, visant par exemple à traiter ou prévenir la malnutrition, se composent souvent de seulement un ou deux produits alimentaires afin de compléter l'assistance généralisée que reçoivent les bénéficiaires. Dans les pays où les problèmes d'accès sont importants, comme l'Iraq, la Libye ou le Soudan du Sud, le coût unitaire par ration est parfois supérieur à 1,0 dollar, tandis que dans les pays où le PAM travaille en partenariat avec le gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition, le coût par ration peut ne pas dépasser 0,13 dollars.

TABLEAU III.7: RATIONS PRÉVUES AU TITRE DE L'ODD 2, PAR RÉSULTAT STRATÉGIQUE (TRANSFERTS ALIMENTAIRES ET TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE)	
Résultat stratégique	Rations prévues en pourcentage du plan d'exécution
1: Chacun a accès à la nourriture	80
2: Personne ne souffre de malnutrition	14
3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus	4
4: Les systèmes alimentaires sont durables	2

48. Le coût prévisionnel d'une ration journalière moyenne indiqué dans le plan d'exécution pour 2018 est de 0,36 dollar. Ce coût moyen masque de fortes disparités selon le type d'intervention, mais l'analyse du coût d'une ration par domaine d'action privilégié confirme que le coût est plus élevé dans le cadre des activités axées sur les interventions face à une crise (voir le tableau III.8). La valeur en dollars a légèrement augmenté par rapport au montant de 0,34 dollar constaté en 2016, principalement en raison de l'accent mis sur le renforcement des capacités locales et les effets multiplicateurs. En privilégiant les achats locaux et les transferts monétaires et en améliorant le rapport coût/efficacité de ses opérations, le PAM renforce les effets indirects pour les bénéficiaires de niveau 2.

TABLEAU III.8: BESOINS ET COÛT D'UNE RATION, PAR DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ		
Domaine d'action privilégié	Part dans les besoins opérationnels (en pourcentage)	Coût moyen d'une ration (en dollars)
Intervention face à une crise	74	0,48
Renforcement de la résilience	16	0,33
Causes profondes	10	0,13

49. Le PAM s'efforce sans relâche de réduire le plus possible les coûts par ration et continue de réaliser des économies importantes grâce à toute une série de méthodes, comme les accords de longue durée avec les fournisseurs, les achats en gros lorsque la saison s'y prête dans le cadre du Mécanisme de gestion globale des vivres, et l'optimisation de ses plans d'approvisionnement et de livraison.

Questions transversales

Problématique hommes-femmes

50. Le PAM s'est engagé à faire avancer l'égalité des sexes, qui constitue un aspect fondamental pour faire advenir un monde libéré de la faim. Il s'agit aussi d'un but à part entière qui conditionne l'obtention d'un développement partagé, équitable et durable. Par conséquent, l'action du PAM favorisera la transformation des relations entre les sexes et ses interventions contribueront à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous et seront marquées du sceau de l'égalité.
51. C'est dans cet esprit que le PAM a entrepris d'accélérer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans ses programmes, opérations, bureaux et unités. Il s'attache à inscrire cette problématique dans la trame de la feuille de route intégrée. Les autres mécanismes qui permettent de passer de la théorie à la pratique sont notamment le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies et le Programme de transformation en matière d'égalité des sexes; le marqueur de l'égalité des sexes sera remplacé par le marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes adopté par le Comité permanent interorganisations.
52. Il est indispensable de disposer d'une main-d'œuvre compétente dans le domaine de la problématique hommes-femmes. C'est pourquoi des investissements seront consentis pour améliorer les connaissances et les compétences du personnel et des partenaires et augmenter le nombre de spécialistes de ces questions. Afin d'agir de manière conjointe pour mettre en place des programmes, produire des savoirs et mener des actions de sensibilisation, des partenariats seront établis avec des entités allant des organisations communautaires au Groupe chargé de la problématique hommes-femmes au sein du Comité permanent interorganisations et à l'Équipe spéciale pour l'égalité des sexes du Groupe des Nations Unies pour le développement.
53. L'objectif chiffré arrêté aux termes de la politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020)¹ adoptée par le PAM consiste à affecter 15 pour cent des budgets des projets à des activités favorisant l'égalité entre les sexes d'ici à 2020. Dans le plan d'exécution pour 2018, 12,3 pour cent des ressources sont affectées à ce type d'activités. À la faveur de l'adoption du Plan stratégique pour 2017-2021 et du cadre de financement du PAM, un processus d'élaboration du budget intégrant la problématique hommes-femmes a été mis au point afin d'aider les bureaux du PAM à planifier et à suivre les dépenses consacrées à la promotion de l'égalité des sexes.

¹ WFP/EB.A/2015/5-A.

Changement climatique

54. Le changement climatique exacerbe les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition et a des répercussions sur les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. Entre 2003 et 2012, la moitié des opérations d'urgence et des interventions de redressement menées par le PAM visaient à faire face à des catastrophes d'origine climatique. Ces opérations ont été dotées d'un budget total de 23 milliards de dollars, et le PAM a aidé les populations à reprendre pied après une catastrophe climatique à au moins cinq occasions dans 20 pays dans lesquels la faim reste un problème majeur.
55. Compte tenu de cette situation et des priorités arrêtées par les gouvernements, il est nécessaire de mettre en place dans le cadre des programmes des outils et des investissements novateurs pour faire face à des risques complexes qui ne cessent de s'aggraver. C'est pourquoi l'analyse des chocs destinée à étayer l'élaboration des programmes en tenant compte des risques doit être au cœur des opérations du PAM. Afin de favoriser une programmation attentive aux risques au titre du Plan stratégique pour 2017-2021 et dans le cadre des PSP, à sa première session ordinaire de 2017, le Conseil a approuvé la première politique en matière de changement climatique du PAM². Celle-ci a pour but d'aider les gouvernements et les communautés vulnérables en situation d'insécurité alimentaire à renforcer la résilience et les capacités à lutter contre la faim qui trouve son origine dans le changement climatique.
56. Le PAM fonde son action sur l'approche intégrée de la gestion des risques climatiques, qui consiste à faire converger les axes de travail au moyen d'instruments de programmation novateurs visant à renforcer les capacités nationales de préparation et d'intervention en cas d'urgence et à analyser les risques climatiques et la sécurité alimentaire pour éclairer la planification, l'alerte rapide et les services d'information sur le climat à l'échelle nationale. Le PAM a mis au point des mécanismes de financement reposant sur les prévisions afin de fournir des actifs aux populations vulnérables avant qu'un choc climatique ne se produise, ainsi que des produits d'assurance indicielle permettant de transférer les risques résiduels. Ces outils permettent d'améliorer dans la durée la résilience, la protection sociale et l'adaptation au changement climatique des communautés grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et du capital productif.
57. Le PAM partage les enseignements dégagés de l'expérience acquise à la faveur des initiatives de gestion des risques climatiques et d'adaptation, de manière à appuyer les processus nationaux de planification des mesures d'adaptation au changement climatique et les contributions déterminées au niveau national annoncées par les pays au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il apporte également son concours aux gouvernements en facilitant l'accès aux instruments de financement de l'action climatique tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'adaptation.

Environnement

58. Les dimensions environnementales, sociales et économiques du Programme 2030, qui sont interdépendantes, doivent être systématiquement prises en compte dans l'action du PAM. Dans la politique environnementale³ approuvée à la première session ordinaire de 2017 du Conseil, le PAM s'engage à recenser, éviter et maîtriser les risques environnementaux découlant de ses activités, et il considère que l'assistance alimentaire qu'il dispense est susceptible d'engendrer des bienfaits pour l'environnement qu'il conviendrait d'exploiter.
59. Le PAM est déterminé à intégrer les considérations environnementales dans ses activités en élaborant des normes environnementales qui définissent des mesures de protection et fixent des exigences minimales, un mécanisme permettant de repérer et de gérer les risques environnementaux, et un système de gestion environnementale conforme à la norme ISO 14001 édictée par l'Organisation internationale de normalisation. Ces éléments seront intégrés dans les PSP et les autres programmes. Des guides seront fournis pour encadrer l'élaboration des

² WFP/EB.1/2017/4-A/Rev.1*.

³ WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1*.

programmes et des opérations d'appui, dont l'éventail va de l'aide humanitaire d'urgence aux activités de développement à long terme. La responsabilité environnementale sera intégrée dans les mécanismes mis en place par le PAM pour suivre et évaluer ses activités et pour en rendre compte.

60. Les outils et processus mentionnés dans la politique environnementale seront utilisés dans les différentes opérations du PAM. Le développement des capacités est un aspect essentiel, qu'il s'agisse de favoriser un comportement respectueux de l'environnement ou de faire en sorte que les experts techniques et les responsables reçoivent la formation voulue. Le fait que le personnel adopte une démarche responsable à l'égard de l'environnement contribuera à assurer la viabilité à long terme des interventions du PAM.
61. En 2017, le Comité pour l'affectation stratégique des ressources a alloué une enveloppe de fonds multilatéraux de 650 000 dollars pour commencer l'application de la politique environnementale. D'autres financements seront sollicités pour intégrer les processus dans les mécanismes du PAM, pour étendre l'application de cette politique à toutes les opérations menées dans les pays et pour renforcer les capacités du personnel du PAM en poste au Siège, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays.

Analyse des coûts des transferts et des coûts associés

TABLEAU III.9: PLAN D'EXÉCUTION PAR MODALITÉ DE TRANSFERT			
Coûts des transferts et coûts associés	Plan d'exécution (en millions de dollars)	Part des coûts directs (en %)	Part du total des transferts (en %)
Produits alimentaires	2 510	45	53
Transferts de type monétaire	1 755	32	37
Espèces	1 294	23	27
Bons-valeur	462	8	9,7
Bons-produits	100	2	2,1
Renforcement des capacités	187	3	3,9
Prestation de services	197	4	4,2
Total des transferts	4 750	86	100
Coûts de mise en œuvre	350	6	
Coûts d'appui directs	419	8	
Total des coûts directs	5 519	100	
Coûts d'appui indirects	359		
Total	5 878		

Vivres

62. Sur le coût total des transferts prévu dans le plan d'exécution pour 2018, 2,5 milliards de dollars, soit 53 pour cent, sont affectés aux vivres, ce qui permettra de fournir aux bénéficiaires 2,92 millions de tonnes de produits alimentaires.
63. Le PAM continue de perfectionner les achats et la logistique, l'objectif étant de fournir des vivres lorsque cette modalité de transfert est la plus judicieuse – par exemple lorsque les marchés sont perturbés par un conflit, l'inflation ou de mauvaises récoltes. Les dons de produits alimentaires représentent un tiers de ces transferts, le reste étant acheté par le PAM sur les marchés locaux, régionaux et internationaux.
64. La gamme d'aliments nutritifs, qui constituent une part importante de l'assortiment alimentaire, va de la farine de blé enrichie aux produits tels que le SuperCereal Plus et les suppléments nutritionnels prêts à consommer, qui sont utilisés pour prévenir et traiter la malnutrition chez les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Le PAM continuera de s'attacher à faire en sorte que ces aliments enrichis représentent au moins 30 pour cent de ses assortiments

alimentaires et que la quasi-totalité des assortiments en nature distribués aux bénéficiaires comprennent des aliments enrichis, sous une forme ou sous une autre. Le PAM met en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour que les fournisseurs locaux soient à même de commencer à enrichir leurs propres produits, réduisant ainsi la nécessité de recourir à des importations provenant de pays développés.

Analyse du coût de mise à disposition des produits alimentaires

65. Ces dernières années, le PAM a tiré parti de prix des produits alimentaires moins élevés, ce qui lui a permis d'acheter plus de vivres. Toutefois, certains signes laissent penser que les prix de certains produits alimentaires et certains frais d'expédition vont augmenter en 2018.
66. Un élément joue un rôle plus important: le coût de l'assortiment alimentaire du PAM va nécessairement augmenter en raison de l'essor des programmes de lutte contre la malnutrition, entraînant l'utilisation de produits nutritifs spécialisés onéreux comme le SuperCereal Plus, les aliments prêts à consommer et les suppléments nutritionnels à base de lipides.
67. Les cours des céréales négociées sur les marchés mondiaux comme le blé ou le riz devraient rester peu élevés. Ceux des céréales achetées localement comme le maïs ou le sorgho dépendent des récoltes dans un certain nombre de pays. Les prix des légumes secs comme les pois cassés jaunes ou les haricots devraient rester bas, tandis que les prix des pois chiches et des lentilles, dont les volumes échangés sont moins importants, sont susceptibles de fluctuer. Les coûts estimatifs des huiles et matières grasses alimentaires pour 2017 sont conformes aux projections de prix actuelles, et ils devraient légèrement baisser en 2018.
68. Les frais de transport peu élevés de ces dernières années se sont traduits par une réduction des coûts opérationnels du PAM, mais une hausse progressive de 5 à 10 pour cent est attendue pour 2018. Les frais de transport supportés dans chaque pays sont fonction de l'offre et de la demande locales, mais la persistance du faible niveau des prix des carburants et l'utilisation optimale du parc de camions du PAM et des transporteurs locaux devraient assurer la stabilité des frais de logistique au sein des pays durant l'année 2018.
69. La chaîne d'approvisionnement du PAM repose sur une conception globale de la programmation de l'assortiment alimentaire, et le PAM recommande des articles qui permettent d'optimiser l'utilisation des ressources et de respecter les normes nutritionnelles. Ce principe se traduit par des économies opérationnelles substantielles, comme il est expliqué dans le paragraphe suivant.
70. En Iraq, grâce à l'utilisation du logiciel Optimus⁴, le PAM a été en mesure de réduire de 17 pour cent le coût des colis alimentaires familiaux, ce qui lui a permis d'économiser 1,1 million de dollars par mois. Il a aussi économisé 10 pour cent sur le prix du kérosène Jet A1 en concluant un contrat pour la fourniture de carburant en gros sur 107 sites. Au Kenya et au Liban, les efforts déployés pour rendre les circuits d'approvisionnement de détail plus efficaces en réduisant les coûts et en diversifiant les produits disponibles dans les magasins ont entraîné une baisse des prix de 10 pour cent. L'utilisation judicieuse du parc de camions du PAM permet d'économiser 6 millions de dollars par an sur les frais de logistique. Le PAM continuera d'utiliser le couloir de Berbera, qui a rouvert, pour acheminer des vivres en Éthiopie, économisant ainsi 1 million de dollars par an. La conception globale de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement permettra de réduire considérablement les coûts et d'améliorer la rapidité et la souplesse des opérations. Il s'agit d'une initiative parmi d'autres visant à optimiser l'utilisation des ressources.

Transferts de type monétaire

71. L'utilisation des transferts de type monétaire a progressé, et cette modalité représente 37 pour cent de l'ensemble de l'assistance fournie par le PAM. Celui-ci est le plus important organisme d'aide humanitaire en termes de volume des programmes faisant appel aux transferts en espèces, qui se perfectionnent et permettent d'obtenir de meilleurs résultats à la faveur des enseignements dégagés de l'expérience de différents contextes opérationnels. Les transferts de type monétaire

⁴ Optimus est un logiciel qui analyse les articles composant un assortiment alimentaire, les différentes destinations possibles et le coût des produits alimentaires et du transport et indique la combinaison optimale, sur le plan de la valeur nutritionnelle et des calories, afin de respecter le calendrier de livraison, de faire des économies et d'assurer la souplesse opérationnelle.

sont utilisés dans le cadre d'un large éventail de programmes de valeur et de durée variables, ce qui témoigne de la capacité du PAM à panacher les modalités pour obtenir un rapport coût/efficacité et des effets satisfaisants dans le cadre de ses programmes. Le nombre d'opérations pour lesquelles il est envisagé de fournir des transferts de type monétaire à la plupart des bénéficiaires durant la période qui suit la récolte et de revenir aux transferts en nature pendant la période de soudure de manière à optimiser l'efficacité est en augmentation. L'essor de l'utilisation des transferts monétaires sans restriction, qui représentent 25 pour cent du total, constitue une évolution intéressante; utilisés dans un environnement adapté, les transferts de type monétaire permettent de donner aux bénéficiaires une plus grande liberté de choix et de diversifier les régimes alimentaires.

	Besoins opérationnels	Plan d'exécution
Transferts de type monétaire	2 181	1 632
Espèces	1 578	1 202
Bons-valeur	603	429
Coûts liés aux transferts	219	124
Total	2 400	1 755

* Les chiffres présentés dans cette section ne comprennent pas les coûts de mise en œuvre, les coûts d'appui directs et les coûts d'appui indirects.

72. En 2016, le PAM a assuré des transferts de type monétaire en faveur de 14,3 millions de bénéficiaires dans 60 pays, pour un montant de 880 millions de dollars – il s'agit des chiffres les plus élevés depuis 2006, date à laquelle le PAM a commencé à utiliser cette modalité de transfert. La moitié des personnes bénéficiaires de ce type de transferts vivaient en Afrique subsaharienne, et 51 pour cent étaient des femmes.
73. Les transferts de ressources non assortis de conditions destinés à favoriser l'accès à l'alimentation, dont le montant s'élève à 1,3 milliard de dollars, sont la principale forme de transferts de type monétaire, les bons-produits représentant 86 millions de dollars au total. La deuxième activité faisant appel aux transferts de type monétaire est celle qui a trait à la création d'actifs et à l'appui aux moyens d'existence, qui absorbe 200 millions de dollars. En termes de catégorie de transferts de type monétaire, 23 pour cent correspondent à des transferts d'espèces sans restriction destinés à répondre aux besoins alimentaires, et 73 pour cent prennent la forme de bons-valeur assortis de restrictions et de bons d'alimentation. Si l'on exclut l'intervention d'urgence régionale face à la crise syrienne, les transferts monétaires assortis ou non de restrictions ont représenté 50 pour cent de ce type de transferts.
74. Les effets des transferts de type monétaire sur la nutrition sont importants car ils facilitent l'accès à des aliments frais et variés. Mais étant donné que le surpoids et l'obésité gagnent du terrain, souvent dans un pays où des communautés, des familles et des individus souffrent de dénutrition, les effets sur la nutrition liés à leur utilisation feront l'objet d'un suivi afin de s'assurer que les choix des consommateurs sont appropriés d'un point de vue sanitaire.
75. En ce qui concerne l'exécution des transferts de type monétaire, le PAM fait appel à 70 prestataires de services financiers comme des banques, des institutions de microfinancement et des opérateurs de transfert d'argent par téléphonie mobile ou autre. Près des trois quarts de ce type de transferts sont effectués par l'intermédiaire de ces prestataires de services financiers, le PAM se chargeant de la supervision, du suivi et de l'analyse de la vulnérabilité. Cette formule contribue au développement d'infrastructures vitales dans les pays concernés. Lorsque les prestataires de services financiers ne peuvent intervenir, le PAM s'associe avec les pouvoirs publics, les ONG et la Croix-Rouge grâce à la plateforme SCOPE qu'il a mise en place.

76. L'ampleur de l'assistance apportée par le PAM sous forme de transferts de type monétaire devrait progresser en 2017, si l'on en juge par l'évolution actuelle. À la fin du premier semestre 2017, les transferts de type monétaire du PAM en faveur des bénéficiaires se montaient à 505 millions de dollars. En 2018, ce type de transferts devrait représenter 1,76 milliard de dollars, soit 32 pour cent du plan de travail hiérarchisé pour 2018. Par rapport au Plan de gestion pour 2017 établi l'année précédente, la part de ce type de transferts dans le plan d'exécution a considérablement augmenté, puisqu'elle est passée de un quart à un tiers des coûts directs.

Bons-produits⁵

77. Dans les contextes caractérisés par la fragilité des marchés, les bons-produits jouent un rôle essentiel. Leur coût s'établit à 93 millions de dollars, soit 2 pour cent du plan d'exécution pour 2018. La plus vaste opération faisant appel à ce type de transferts, mise en œuvre au Yémen, vise à venir en aide à 1 million de personnes pour un montant de 63 millions de dollars.
78. Les bons-valeur, qui sont plus répandus, représentent 10 pour cent du coût des transferts prévus dans le plan d'exécution. Avec cette forme d'assistance, les bénéficiaires peuvent choisir ce qu'ils achètent, et le PAM doit fournir une assistance technique aux détaillants et aux grossistes afin de faire en sorte que les produits proposés dans les magasins avec lesquels il a conclu un contrat soient de bonne qualité et aussi bon marché que possible. Le PAM est ainsi en mesure d'augmenter le pouvoir d'achat des bénéficiaires, et cela se traduit par des coûts moins élevés pour tous les clients (bénéficiaires de niveau 2), et pas seulement pour ceux qui reçoivent une assistance directe en qualité de bénéficiaires de niveau 1.

TABLEAU III.11: PLAN D'EXÉCUTION ET BESOINS OPÉRATIONNELS – BONS <i>(en millions de dollars)</i>		
	Besoins opérationnels	Plan d'exécution
Bons-produits	199	93
Coûts liés au transfert	20	7
Total	219	100

Coûts d'appui directs

79. Le PAM continue à assurer le suivi des coûts d'appui directs afin d'optimiser leur utilisation dans le contexte de l'examen du cadre de financement. La diminution de ces coûts résulte également de la distinction plus rigoureuse entre coûts des transferts et coûts d'appui, une mesure importante pour quantifier le succès des interventions du PAM du point de vue des bénéficiaires.

TABLEAU III.12: COÛTS D'APPUI DIRECTS EN POURCENTAGE DU PLAN D'EXÉCUTION			
2015 (chiffre effectif)	2016 (chiffre effectif*)	2017 (estimation)	2018 (estimation)
13,7	12,7	12,3	7,6

* Données effectives pour 2015 et 2016, sur la base de l'État V des Comptes vérifiés des exercices 2015 et 2016.

⁵ Les chiffres présentés dans cette section ne comprennent pas les coûts de mise en œuvre, les coûts d'appui directs et les coûts d'appui indirects.